



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat Général
aux Affaires Départementales**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
n°2025-SGAD/BE-030 en date du 14 février 2025
modifiant l'arrêté préfectoral n° 2021-DCPPAT/BE-158 du 28 juillet 2021
portant autorisation environnementale de la demande déposée par la société
Énergie Château-Garnier d'installer et d'exploiter un parc éolien sur la commune de
Château-Garnier (86350)**

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

N° AIOT : 0003105384

Le Préfet de la Vienne,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 du président de la République portant nomination de Monsieur Serge BOULANGER, préfet de la Vienne ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2024-SG-SGAD-016 du 25 novembre 2024 donnant délégation de signature à Monsieur Etienne BRUN-ROVET, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de la Vienne ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2021-158 du 28 juillet 2021 portant autorisation environnementale de la demande déposée par la société Énergie Château-Garnier d'installer et d'exploiter un parc éolien sur la commune de Château-Garnier (86 350) ;

Vu le projet de modifications porté à la connaissance du préfet par la société Énergie Château-Garnier le 24 septembre 2024 concernant la modification de la mesure visant à compenser l'imperméabilisation de 8 360 m² de zones humides, ce projet étant motivé par la modification des conditions de mise en œuvre de cette mesure demandée par la direction départementale des territoires de la Vienne en date du 29 juillet 2024 suite à la caractérisation en cours d'eau de l'écoulement sis au droit de l'emprise du projet éolien ;

Vu l'avis favorable de la direction départementale des territoires de la Vienne en date du 23 septembre 2024 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 20 janvier 2025 ;

Vu le courriel adressé le 20 janvier 2025 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;

Vu les observations formulées par l'exploitant le 29 janvier 2025 ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent nécessaires ni les consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1, ni une consultation du public, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre à jour les caractéristiques des installations ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Vienne,

ARRETE

ARTICLE 1 – PORTÉE DU PRÉSENT ARRÊTÉ

Les dispositions applicables à la société Énergie Château-Garnier pour le parc éolien qu'elle est autorisée à exploiter sur le territoire la commune de Château-Garnier sont modifiées et complétées par les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2 – ARTICLE MODIFIÉ

Le premier paragraphe du point « III – Zones humides » de l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2021 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Afin de compenser l'imperméabilisation de 8 360 m² de zones humides, l'exploitant assure, conformément au cahier des charges de création et d'entretien d'une mare de novembre 2023 :

- la création et la gestion extensive de 1,84 ha de prairie permanente méso-hygrophile (section AC – parcelles 12 et 13 – commune de Château-Garnier) avec fauche tardive annuelle (à compter du 1^{er} juillet) ;*
- la réalisation sur les mêmes parcelles cadastrées section AC numéros 12 et 13 d'un réseau de mares, dont la surface totale devra être d'au moins 400 m² ;*
- la suppression des intrants (produits phytosanitaires et engrais).*

L'ensemble des travaux est réalisé, durant l'année suivant la mise en service du parc éolien, et conformément à la mesure MN-C5 telle que modifiée dans le cahier des charges de création et d'entretien d'une mare de novembre 2023.

En cas de réalisation des travaux en période hivernale ou printanière, l'exploitant devra s'assurer, par le passage préalable d'un écologue, de l'absence d'espèces d'amphibiens sur le site des travaux. Si la présence de ces espèces est avérée, le chantier sera immédiatement interrompu. L'exploitant devra aussitôt en informer le service des installations classées et prendre les mesures nécessaires à la préservation de ces espèces. ».

ARTICLE 3 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès de la cour administrative d'appel de Bordeaux ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

ARTICLE 4 – PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Château-Garnier et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Château-Garnier pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture de la Vienne ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de 4 mois.

ARTICLE 5 – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Vienne, le maire de Château-Garnier, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- à Monsieur le Président de la SAS FERME ENERGIE CHATEAU-GARNIER - 32/36 rue de Bellevue - 92 100 BOULOGNE-BILLANCOURT

et dont copie sera adressée :

- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- au maire de la commune de Château-Garnier ;
- au sous-préfet de Montmorillon

Fait à Poitiers, le 14 février 2025

Pour le préfet,
Le secrétaire général
de la Préfecture de la Vienne,



Etienne BRUN-ROVET